

« Tout est possible »

CHUCK SUDETIC

Pour les musulmans de France, l'intégration prend des allures de chemin escarpé et sinueux qui s'étire sur plusieurs générations. L'ascension se révèle particulièrement ardue dans la cité Félix-Pyat de Marseille, l'une des concentrations de tours d'habitation les plus sensibles de France. Mais dans le quartier parisien de la Goutte d'Or, des efforts colossaux se déploient pour ouvrir la voie.

L'ANIMOSITÉ À L'ÉGARD DES MUSULMANS n'est pas un phénomène nouveau en France : elle imprègne l'Hexagone depuis bien avant Charles Martel et Roland. Sur une population de presque 70 millions d'habitants, le pays compte aujourd'hui 10 millions de personnes immigrantes ou descendantes d'immigrants nées en Algérie, en Tunisie ou autre pays à majorité musulmane. De ces « musulmans », nombreux sont ceux qui ne sont pas arabes ou qui se sont éloignés de l'islam. Mais tous sont depuis fort longtemps déjà las de la discrimination à laquelle ils se heurtent dans leurs recherches d'emploi, leurs démarches d'admission à l'université, ou même simplement dans les rues, les trains ou les métros. Depuis avril 2011 s'ajoutent à ces obstacles des divisions internes suscitées, d'une part, par l'adoption d'une loi qui interdit aux femmes de couvrir leur visage dans l'espace public sous une burqa, un niqab ou autre vêtement, et d'autre part par les revendications de dirigeants politiques de droite qui en appellent à des interventions policières plus musclées contre les musulmans qui bloquent les rues pour prier.

Cependant, les musulmans sont aujourd'hui plus nombreux qu'autrefois à se frayer un chemin dans les rangs de l'élite culturelle et professionnelle française. Comme Zinédine

Zidane, la superstar du ballon rond, et comme Yacine Barhim, jeune étudiant en commerce, ils quittent les appartements surpeuplés des tours d'habitation encerclant les grands centres pour s'élever dans l'échelle sociale. Comme Mehrézia Labidi Maïza, traductrice, ils émergent de quartiers urbains à l'ethnicité bigarrée, à l'instar de la célèbre Goutte d'Or. Dans ce quartier parisien situé non loin de la Gare du Nord, les hommes étalaient chaque vendredi leurs tapis pour prier sur l'asphalte de la rue Myrha – jusqu'à ce que le gouvernement interdise, tout récemment, les prières de rue. Venus en France grâce à des bourses d'études gouvernementales, ils fréquentent les universités les plus prestigieuses du pays, deviennent avocats, médecins, entrepreneurs ou professeurs, et s'établissent dans des résidences cossues.

Des racistes se sont plaints de la « couleur » de l'équipe nationale de France de football. Mais la population française, elle, a porté aux nues Zidane, ce fils d'immigrants algériens qui a mené les « Bleus » à la Coupe du monde de football de 1998... et a pleuré amèrement sa débâcle fracassante en finale du championnat du monde, huit ans plus tard. Privé de l'usage d'un bras, le comédien d'origine marocaine Jamel Debbouze divertit la francophonie tout entière avec ses spectacles d'humoriste et ses rôles au grand écran, notamment l'employé d'un magasin de fruits dans *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* et l'architecte du pharaon dans *Astérix et Obélix : Mission Cléopâtre*. En 2004, Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, nomme pour la première fois une personne d'origine musulmane à un poste de haut responsable des forces policières. Devenu président, il désigne Rachida Dati comme ministre de la

Justice. En août 2009, aux championnats mondiaux de course à pied de Rome, un Français devance son concurrent kényan à la toute fin du 3 000 mètres steeple et s'impose comme le seul Européen à remporter une médaille dans une course de fond masculine : il s'appelle Bouabdellah Tahri. Tandis qu'il remporte cette éblouissante victoire, toute la France est endeuillée par le décès de dizaines de Marseillais et Marseillaises originaires des Comores qui ont péri dans un écrasement d'avion.

Pour les musulmans de France, l'intégration prend des allures de chemin escarpé et sinueux qui s'étire sur plusieurs générations. Ce sentier devient plus abrupt encore chaque fois que des immigrants ou des jeunes adultes enfants d'immigrants incendient une voiture ou s'en prennent à la police, intensifiant au passage les préjugés populaires. L'ascension se révèle particulièrement ardue dans la cité Félix-Pyat de Marseille, l'une des concentrations de tours d'habitation les plus sensibles de France. Mais dans le quartier parisien de la Goutte d'Or, des efforts colossaux se déploient pour ouvrir la voie.

Marseille | 3^e ARRONDISSEMENT, CITÉ FÉLIX-PYAT

Né en 1991, Yacine Barhim a passé ses jeunes années dans la cité Félix-Pyat. Dans cet ensemble de huit tours blanches s'entassent « environ » 5 000 personnes : nul ne connaît leur nombre exact. Yacine Barhim dit qu'il n'a pas entendu

la détonation de la grenade à main dans le parking du poste de police du quartier, peu après 23 heures, le 3 juillet 2009. Des éclats ont perforé les pneus et la carrosserie des voitures de patrouille et lacéré la porte de l'école primaire voisine. Le commissariat avait subi 28 attaques depuis le début de l'année 2009 – lancers de pierres, de blocs de béton, de cocktails Molotov; mais aucune de cette ampleur. Des policiers en tenues anti-émeutes ont effectué des raids dans les tours du quartier après l'explosion. Ils ont toutefois épargné l'appartement de trois chambres de la famille Barhim, au 15^e étage.

Fils d'un ouvrier d'une usine de pièces automobiles originaire d'Algérie, Yacine Barhim a grandi dans une famille très unie – son frère, sa sœur et leurs deux parents. Au moment où la grenade explose, le jeune homme s'interroge sur son avenir. Il vient de sacrifier à l'un des grands rites de passage de la France : le « bac » (le baccalauréat, l'examen qui sanctionne la fin du cycle d'enseignement secondaire). Étudiant dans une filière spécialisée en sciences et mathématiques, il a réussi aux examens avec les plus grands honneurs. Pour Yacine, le bac marque le premier pas vers un autre univers, loin de la Cité, loin des querelles conjugales et familiales qui agitent les couloirs de l'immeuble, des bagarres qui éclatent dans les rues, des hommes et des garçons qui tirent sur leurs « joints » de haschich, des trafiquants de drogues qui tiennent boutique à heures régulières (ils suspendent même leur activité commerciale du lever du soleil à son coucher pendant le ramadan, le mois saint du jeûne chez les musulmans), loin des ordures que des habitants de la Cité jettent de leurs fenêtres en espérant que d'autres s'en chargeront – des

réfrigérateurs, des téléviseurs, des matelas, des couches souillées peuvent ainsi « atterrir » sur les trottoirs...

Marseille était autrefois le plus grand port français d'importation des matières premières en provenance des colonies de l'Afrique et du reste du monde. Aujourd'hui, près de 20 pour cent de sa population de 4,7 millions d'habitants est de confession musulmane, plaçant ainsi la ville au deuxième rang de la densité démographique musulmane en France. Marseille se divise globalement en deux secteurs : au nord, les tours d'habitation érigées en rangs serrés; au sud, les quartiers plus « français », plus riches. Majoritairement musulman, le 3^e arrondissement chevauche la démarcation nord/sud. À son extrémité ouest, la cité Félix-Pyat se dresse sur un escarpement qui domine le port pour conteneurs. Comme le reste du 3^e arrondissement, la Cité fait souvent office de simple escale pour des immigrants d'origines très diverses, mais qui ont tous en commun de se situer au bas de l'échelle socioéconomique française. Ils sont Tunisiens, Algériens, Marocains, Comoriens, Roms d'Espagne ou Roms arabophones – ceux-ci se nomment eux-mêmes les « Bagdadis » et se revendiquent d'origines irakiennes. Certains d'entre eux s'efforcent de gravir les échelons, de « s'en sortir »; d'autres stagnent dans la misère et dans un isolement culturel que la télévision satellitaire et Internet n'ont fait qu'accentuer. À la mosquée de la cité Félix-Pyat, l'imam vit en France depuis plusieurs dizaines d'années mais n'a jamais pris la peine d'apprendre le français.

Les tours d'habitation de Marseille affichent un taux de criminalité très élevé. Ayant renoncé au vol de téléphones

portables, des jeunes délinquants et des membres de gangs criminels dévalisent maintenant piétons et commerçants à la pointe de AK47 à 500 \$. À une certaine époque, les chauffeurs de taxi et même les médecins d'urgence refusaient d'entrer dans la cité Félix-Pyat. Les policiers du commissariat local ne patrouillent jamais seuls, ni par deux. Quand ils entrent dans la Cité, ils arrivent nombreux, vêtus de casques et de gilets pare-balles, bardés de pistolets paralysants, de 9 millimètres automatiques et de grenades lacrymogènes.

« Les gens filment pour obliger les flics à faire attention », déclare un policier sous réserve d'anonymat. « Ils n'ont pas peur du système judiciaire. L'effet dissuasif? Nul et non avvenu! Quand quelqu'un se fait arrêter, il est généralement relâché avant d'avoir passé ne serait-ce que 12 heures en garde à vue. Les policiers en ont assez! Nous ne pouvons pas tolérer un lieu où ne s'appliquent ni règles ni lois. »

Yacine Barhim non plus ne saurait le tolérer. « **Je préférerais que mes enfants ne grandissent pas dans un endroit pareil**, dit-il. Je veux travailler dans la finance, être courtier (« *trader* »). Je veux gagner beaucoup d'argent et quitter la Cité avec ma famille. »

« J'aime les maths. C'est logique. Avec les maths, cela n'a pas d'importance que tu t'appelles Jacques ou Mohammed : la bonne réponse, c'est la bonne réponse. Certains jeunes ne comprennent pas l'importance de l'instruction. La vie, pour eux, c'est dans la Cité que ça se passe. Ils restent ici. Les parents laissent faire. Ils laissent les garçons cavalier n'importe où. Des filles, il n'y en a pas. Je crois que leurs

familles les gardent dans la maison. Les parents ne les laissent pas sortir. C'est pourquoi elles réussissent mieux que les garçons. Dans mon école, il y avait plus de filles que de garçons. »

Pour réussir, Yacine suivait ses cours du début de la matinée jusqu'à la fin de l'après-midi; ensuite, il assistait à des séances de tutorat trois soirs par semaine. La nuit où la grenade a explosé, il attendait des nouvelles d'une demande de bourse pouvant lui permettre d'emménager à Paris pour y suivre une formation préparatoire obligatoire pour les diplômés des lycées [le deuxième cycle de l'enseignement secondaire], et réservée aux étudiants des quartiers défavorisés. « À mon école, personne ne m'a parlé de ce programme de bourses, explique Yacine. Personne ne dit aux jeunes ce qui s'offre à eux, ce qu'ils peuvent faire. » Il a été admis à l'École normale supérieure de Paris, l'un des établissements d'enseignement des mathématiques les plus prestigieux du monde; il a notamment formé Pasteur, Durkheim et neuf récipiendaires de la médaille Fields, la plus haute distinction dans ce domaine. Mais Yacine a choisi d'intégrer plutôt l'École des hautes études commerciales de Paris, la plus grande école de commerce du pays. Toute sa famille a quitté la cité Félix-Pyat pour s'établir dans la capitale.

C'est son tuteur des cours du soir, Nil B., qui a incité Yacine Barhim à déposer une demande de bourse. « La moitié de mon temps, je la passe à conseiller les jeunes et à répondre à des questions du genre : Comment fait-on pour devenir architecte? Infirmière?, explique-t-il. Sans encadrement, sans orientation, le bac ne sert à rien. » Né en France, Nil B. est

le fils de parents algériens qui ont immigré dans l'Hexagone pour y trouver du travail. Ils se sont établis dans un village montagnard à quelques heures de route de Marseille. Son père travaillait dans la construction et ne revenait à la maison que les fins de semaine; sa mère s'occupait des enfants et se baladait en ville dans la voiture familiale. Personne ne prêtait la moindre attention au voile qui lui couvrait la tête – un voile similaire à celui de la Vierge Marie dans des centaines de tableaux d'artistes occidentaux... La mère de Nil B. a convaincu le père de ne pas contracter de prêt pour acheter une maison : cela aurait été péché d'usure. Nil B. a obtenu son bac avec les plus grands honneurs. Il a ensuite décroché des maîtrises en physique et en histoire. L'une de ses sœurs est devenue médecin; une autre, ingénieure; une troisième travaille dans les communications. Parmi ses frères, deux ont choisi l'informatique; un troisième possède un doctorat en physique. « À Aix-en-Provence, souligne Nil B., les gens de l'université m'ont déconseillé d'entrer au doctorat – pour la seule raison que je suis musulman. Ils disaient que les gens d'Aix n'aiment pas les musulmans. Cela a été la plus grande déception de ma vie, je crois. »

Nil B. est devenu professeur, mais aussi tuteur bénévole pour la préparation au bac. En 2009, âgé de 30 ans, il avait déjà ainsi encadré et soutenu 150 jeunes en tout. « Seule l'instruction peut les sortir de la Cité », dit-il.

L'épouse de Nil B., Leslie D., est fille de « pieds-noirs » : dans les années 1960, ces colons français ont été environ un million à devoir quitter l'Algérie après la guerre qui l'avait opposée à la France. Leslie D. a été institutrice remplaçante

à l'école primaire de la cité Félix-Pyat. Elle affirme que de nombreux pieds-noirs regardent de haut les Arabes et les autres musulmans. Ses propres parents l'ont désapprouvée quand elle a commencé à fréquenter Nil; ils ont même jeté son téléphone portable pour l'empêcher de lui parler. Elle s'est ensuite convertie à l'islam, a épousé Nil et a vécu plusieurs années dans un appartement minuscule du 3^e arrondissement, à quelques pas de la cité Félix-Pyat. Son père et sa mère ont mis plusieurs années à accepter le fait accompli – et à apprécier Nil. Évoquant le 3^e arrondissement, Leslie D. constate : « **Mes parents se demandent si c'est vraiment la France, tout ça.** Ils disent que c'est un quartier dangereux. Mon père a une BMW. Il ne vient jamais ici avec sa voiture. La nôtre, c'est une petite Renault. Il arrive régulièrement que des gens forcent les serrures ou cassent une vitre pour voir ce qu'il y a à l'intérieur – une dizaine de fois par an. Nous en avons assez. »

« D'une manière générale, poursuit-elle, le niveau des élèves de l'école de la cité Félix-Pyat est très faible. La plupart des enfants sont livrés à eux-mêmes. Leurs parents ne les aident pas; parfois, ils ne le peuvent pas, soit parce qu'ils sont analphabètes, soit, dans certains cas, parce qu'ils ont des enfants en très bas âge dont ils doivent s'occuper. J'invite les élèves à demander de l'aide à leurs frères et sœurs aînés, mais la plupart d'entre eux s'en fichent. Pour eux, ce n'est pas important d'aider les cadets. »

« Quand ils sont en groupe, ils crânent, ils font les fanfarons. Si les deux tiers de la classe ne veulent pas travailler... la situation devient intenable. L'administration finit par

regrouper les auteurs de troubles dans une même classe. En principe, elle ne devrait pas; mais elle le fait quand même. »

Ni Leslie D. ni Nil B. ne s'opposent à l'interdiction de se couvrir le visage. Pour eux, la dissimulation du visage des femmes n'a rien à voir avec l'islam et elle en donne une mauvaise image. « Mais nombreux sont les musulmans qui en ont assez des débats et des lois anti-islamiques, note toutefois Leslie D. En France, les médias et les politiciens parlent toujours de l'islam en termes négatifs. Et maintenant, ça! Alors qu'il n'y a que 1 900 femmes concernées dans un pays de 70 millions d'habitants... »

Sonia Ben-Hassine est sortie de la cité Félix-Pyat à force de détermination, parce qu'elle voulait réussir. Jusqu'à ce qu'elle parte pour l'université, elle vivait au 15^e étage d'une tour avec ses parents. Son père, cordonnier, est aujourd'hui décédé. Ses parents n'ont jamais voulu acheter une propriété en France, car ils espéraient retourner en Tunisie un jour et vivre dans la maison qu'ils avaient achetée là-bas et rénovée. Ils confinaient leurs enfants à l'appartement, les laissant sortir uniquement pour aller à l'école. Née en 1974, Sonia a fréquenté une école primaire privée catholique romaine. Elle a commencé à prier à l'âge de 11 ans, mais sa ferveur n'a guère duré. À 23 ans, elle se posait des questions fondamentales sur ses propres convictions. « Je ne suis pas contre Dieu, a-t-elle conclu alors. Je suis contre la religion. » Elle trouve par ailleurs qu'il est hypocrite de prétendre que l'islam respecte les femmes : « Elle est si pure qu'il faut la cacher. Elle est si libre qu'il faut la confiner. Il est contraire

à l'islam de battre sa femme – sauf si elle désobéit à l'islam. Disons qu'elle refuse d'observer le jeûne... dans ce cas, son mari peut la battre. »

« **Je m'inquiétera**is beaucoup si mes sœurs se mettaient à porter le voile, indique Sonia Ben-Hassine. Mais je suis contre la loi qui interdit aux femmes de se couvrir le visage. La burqa est une prison. C'est un outil d'oppression. Parmi les femmes qui la portent en France, il y en a quelques-unes qui ont des convictions religieuses très fortes; mais il y en a beaucoup qui sont contraintes de la porter. Cependant, l'interdiction ne règle rien. Elle constitue une violation de la liberté. Elle stigmatise. C'est une offensive de la droite française contre les musulmans. »

En 2002, comme des milliers d'autres jeunes de l'Hexagone, Sonia Ben-Hassine choisit Paris pour amorcer sa vie d'adulte autonome. Après avoir obtenu un diplôme en commerce et perfectionné sa maîtrise de l'anglais, elle quitte le domicile de ses parents pour s'établir au centre de l'univers français, dans ce Paris tout à la fois creuset de brassages et d'intégrations, et mosaïque de ghettos cloisonnés en tous points semblables à des quartiers de l'Algérie, du Sénégal ou d'autres pays. Elle décroche son premier emploi dans une compagnie pétrolière française. Elle travaille ensuite dans l'élaboration de lançements publicitaires chez Yves Saint-Laurent, puis dans les relations publiques chez Chanel. Elle s'établit un peu plus tard comme consultante indépendante pour l'organisation de concerts et autres événements culturels. Disposant de certaines économies, elle investit dans l'immobilier, dans le 3^e arrondissement de Marseille.

À l'automne 2009, elle achète cinq appartements et assure les relations publiques d'un groupe de rap. Deux ans plus tard, elle est enseignante.

À Paris, dit-elle, « personne ne vous fait d'histoires à cause de vos convictions. » Si une musulmane boit un café dans la cité Félix-Pyat pendant le ramadan, explique-t-elle, elle se fait regarder de travers. À Paris, personne ne dit rien. On peut être anonyme.

« Pour moi, la Goutte d'Or est un grand centre commercial arabe. »

Paris | 18^e ARRONDISSEMENT, LA GOUTTE D'OR

La Goutte d'Or ainsi que d'autres quartiers du 18^e arrondissement de Paris sont bien connus pour leurs vendeurs de drogues, leurs voleurs à la tire et leurs prostituées. Ces rues ont souvent été témoins de violence, par exemple cet assassinat d'un imam algérien devant la mosquée de la rue Myrha, précurseur d'une série d'attentats terroristes à la bombe, en 1995. Cependant, les habitants de ce secteur le considèrent comme un quartier grisant, électrisant... Pour eux, la Goutte d'Or est un incubateur, un lieu d'expérimentation, une stimulante tentative d'élaboration d'un modèle de cohabitation et d'épanouissement pour des gens provenant de dizaines de cultures et de groupes ethniques différents, et parfois antagonistes.

Des rues, des habitants et de l'atmosphère de la Goutte d'Or émane un multiculturalisme bien réel. Ici, des prêtresses africaines président à leurs rites. Des juifs prient dans leurs synagogues. Des messes sont chantées dans l'église catholique romaine Saint-Bernard, qui a tenu tête aux autorités en offrant l'asile à des centaines de « sans-papiers » – des immigrants illégaux ne possédant pas de documents d'identité. Drapées dans leurs grands boubous bleu cobalt et jaune soleil, des mères comoriennes semblent voguer sur les trottoirs tels des voiliers, côtoyant des hommes en sandales et longues tuniques, la barbe teinte au henné orange. Aux étals des marchands s'amoncellent des tissus magnifiques. Bracelets et bagues en or étincellent dans les vitrines des bijouteries. Les cris des poissonniers vantent les prises du jour. Têtes de mouton et coupes de viande sont suspendues aux crochets des boucheries halal. Gâteaux et pâtisseries aux amandes et aux pistaches se déploient en petites piles pour séduire le chaland. Les épiciers sortent de généreuses pelletées de noix et de haricots de grands sacs et de barils. Les mélodies de Dakar, de Beyrouth et d'Alger rivalisent avec les motos pétaradantes. Des cafés exigus servent le thé à la menthe et le café à la cardamome. Aux balcons, des pantalons, des robes et des chemises minuscules claquent au vent sur des cordes à linge : ce sont les drapeaux du pays des enfants.

Remportée par le Parti socialiste aux élections municipales de 2001, la Mairie de Paris a entrepris de réformer les politiques publiques relatives aux musulmans et à certains quartiers tels que la Goutte d'Or, les considérant comme des ressources à mettre en valeur plutôt que des dystopies urbaines, des

contre-utopies de grande ville. La Goutte d'Or a ainsi bénéficié d'une vaste opération de nettoyage. Les pelleteuses excavatrices ont démolé des immeubles décrépis pour faire place à des structures modernes. (Ces travaux ont beaucoup inquiété les résidents de longue date, qui craignaient que ce réaménagement urbain n'attire des jeunes cadres nantis et des bourgeois argentés de l'extérieur qui auraient affadi la diversité ethnique du quartier, provoqué une augmentation radicale des loyers, et relégué les habitants plus anciens aux tours d'habitation des lointaines banlieues.) Aujourd'hui, les représentants de la communauté musulmane sont invités aux grandes célébrations civiques. Le quartier observe le ramadan et les salles de sport accueillent la prière du vendredi ainsi que les réjouissances de l'Aïd el-Kébir, qui marque la fin du mois de jeûne.

En 2004, la Mairie de Paris a fondé dans le 18^e arrondissement l'Institut des Cultures d'Islam, qui s'est rapidement placé à l'avant-garde d'un double combat : la lutte contre les discriminations; et la promotion de représentations positives de l'islam et de la richesse culturelle de la communauté musulmane, dans toute sa complexité ethnique et raciale. « Nous avons le devoir d'aider l'Islam à se séculariser », estimait alors Hamou Bouakkaz, chargé des relations avec la communauté musulmane à la Mairie de Paris. D'autres stratégies officielles visaient à favoriser l'accès à l'emploi des immigrants, particulièrement les jeunes, les femmes et les travailleurs qualifiés. En juin 2000, la directive « RACE » de l'Union européenne incitait les autorités françaises à créer une instance publique chargée d'enquêter sur les allégations de discrimination, d'intervenir au nom des personnes qui

semblaient avoir fait l'objet de traitements discriminatoires illégaux, et d'en référer au parquet en cas d'infraction.

« **Nous élaborons actuellement un nouveau modèle de société** », indique Mehrézia Labidi Maïza. Originnaire de Tunisie, elle vit maintenant juste au nord de la portion aérienne de la ligne de métro n° 2 qui surplombe la Goutte d'Or. Elle s'est portée candidate pour représenter les Tunisiens de France auprès de l'assemblée constituante de la Tunisie du « Printemps arabe ». « Il y a 15 ans, explique-t-elle, ce quartier de Paris [la Goutte d'Or] était moribond ou presque; ses logements étaient délabrés et leurs installations, plus que déficientes. Aujourd'hui, il est plein de vitalité! »

Mehrézia Labidi Maïza était étudiante quand elle est arrivée en France, en 1986; son mari avait été admis dans un programme universitaire en télécommunications. Elle s'est bâti une belle carrière de traductrice autonome (de l'arabe et du français vers l'anglais) pour le compte d'universités et de maisons d'édition de France, du Qatar et du Canada, et pour des banques et des compagnies d'assurance françaises. « Quand les gens constatent votre compétence, dit-elle, ils accordent moins d'importance à votre allure et à votre pays d'origine. »

« Nous sommes devenus citoyens français, ajoute-t-elle. Nous ne pouvions plus supporter de vivre en marge de la société. Cela m'a aidée à me sentir plus française et m'a incitée à participer au dialogue entre les musulmans, les juifs, les chrétiens et les membres d'autres confessions qui vivent dans le secteur, ainsi que les laïcistes [les défenseurs de la laïcité, la

nature laïque de la vie publique en France]. La laïcité est un facteur positif. Elle offre un espace aux différentes religions. »

« À l'école, nos enfants jouent séparément, observe-t-elle. Nous devons leur apprendre à vivre ensemble, et cela ne peut se faire que par le dialogue. Nous devons connaître les valeurs de l'autre et travailler en collaboration. »

Mehrézia Labidi Maïza a participé à l'organisation de groupes de discussion rassemblant des parents, des enseignants, des psychologues et d'autres spécialistes. Elle a donné des conférences dans des écoles sur les aspects théologiques et sociaux de l'islam. Elle a écrit des articles, publié des livres et contribué à la rédaction de manuels scolaires. Elle a également signé *Abraham, réveille-toi, ils sont devenus fous!*, en collaboration avec le directeur d'une école juive.

« La plupart des jeunes qui sont nés ici se sentent rejetés, souligne-t-elle. Ils se cherchent une identité. Certains pensent que leur identité est forcément religieuse à 100 pour cent. Mais cette conviction porte en germe le risque de création d'une identité exclusive. Ce n'est bon ni pour eux, ni pour la France. » Mehrezia Labidi Maïza juge également néfaste l'adoption de la loi interdisant la dissimulation du visage. « Je trouve cette loi inutile et contre-productive. Au lieu de convaincre les femmes qui portent le niqab de l'enlever, ils adoptent une loi qui l'interdit! Ce que ce texte dit aux musulmans, c'est que la société doit en passer par des lois pour encadrer ses relations avec eux. Qu'est-ce que ce sera ensuite? Une loi qui interdit le port de la barbe ou le jeûne pendant le ramadan? »

« Le plus grand défi consiste à amener au dialogue des gens qui pensent de manière exclusive. On ne peut pas combattre les idées par la répression. Cela ne fait que favoriser le radicalisme. J'ai appelé des imams pour leur demander de combattre le radicalisme à l'intérieur de la collectivité. C'est aux leaders religieux que cette responsabilité incombe. »

Âgé de 23 ans, Idriss Aberkane porte encore le foulard des Scouts Musulmans de France. Il a grandi dans une résidence cossue de Paris. Son père, Algérien, porte aussi le foulard scout; sa mère est une Italienne catholique romaine; tous deux sont titulaires de doctorats en mathématiques et enseignent à l'université. Idriss Aberkane a fréquenté des écoles catholiques, puis obtenu une maîtrise en sciences de ce même établissement prestigieux que Yacine Barhim, de la cité Félix-Pyat, aspirait à intégrer : l'École normale supérieure. Il travaille maintenant dans le domaine des neurosciences cognitives. Idriss avait un an quand son père l'a placé entre les mains d'un maître du soufisme, une branche mystique de l'islam que des groupes islamiques conservateurs dénoncent comme hérétique.

Agréé par les organisations scout française et européenne, le mouvement des Scouts Musulmans de France a été fondé en 1991 par un maître soufi. À l'époque, la première Guerre du Golfe attisait considérablement les tensions entre les musulmans, les Français et les immigrants arabes. « Mon père a été président du mouvement scout d'ici, souligne Idriss Aberkane. J'ai participé à mon premier camp à l'âge de six ans. » Les Scouts Musulmans appliquent tous les préceptes énoncés par Robert Baden-Powell, le fondateur britannique

du mouvement scout. Ils campent. Ils se lèvent à l'aube pour aller pêcher ou partir en randonnée. Ils apprennent à traiter les autres comme ils aimeraient l'être. Ils développent à la fois l'autonomie et le travail d'équipe.

Chez les Scouts, Idriss Aberkane a travaillé avec des adolescents : « Ils vivent sous le coup de prophéties autoréalisatrices, de verdicts que leur seule énonciation condamne à se concrétiser, explique-t-il. Tu viens [des grandes tours en banlieue des villes françaises]? Tu n'as pas d'instruction? Tu es immigrant? Tu n'as aucune chance de t'en sortir! » Ces jeunes hommes ne peuvent pas se dire Français parce que leur quartier, leur voisinage ne les considèrent pas comme tels. Dans leur communauté, on leur répète qu'il ne faut surtout pas qu'ils perdent leur identité culturelle. « Quand je les interroge sur leurs rêves, leurs ambitions, poursuit Idriss Aberkane, ils me parlent de *gangsta rap*; ils veulent devenir leader d'un groupe du coin – en marge de la société française ou non, cela importe peu. Ils échouent parce que tout le monde s'attend à ce qu'ils échouent – eux-mêmes autant que les autres. » Ils ne savent pas qu'ils peuvent se fixer des objectifs et travailler pour les atteindre. Ils n'entrevoient aucun moyen de changer leur situation. « Et c'est cela, conclut Idriss Aberkane, qui les pousse vers l'islam radical. »

« J'essaie de leur transmettre un rêve, indique Idriss Aberkane. Tout est possible. »

Par la singularité de son parcours, Mohammed Colin jette un pont entre les mondes français et musulman. Son père est

un Français catholique romain. Sa mère est née en France de parents algériens harkis – ces musulmans qui ont combattu pour la France pendant la guerre d'indépendance algérienne et qui ont été internés en camps de transit en France après la fin des hostilités, en 1962. Mohammed a grandi à Dreux, une ville manufacturière à 80 kilomètres environ au nord-ouest de Paris. Les immigrants et leurs enfants, des musulmans pour la plupart, représentent près de 40 pour cent des 35 000 habitants de la ville.

« Ma mère ne pratiquait pas l'islam, indique Mohammed Colin. À ma naissance, mes parents m'ont appelé Martin. Dans mes jeunes années, j'étais catholique... » Au début de l'adolescence, il se tourne vers l'islam. Il percevait un lien de continuité très clair entre le christianisme et l'islam. Sa mère était très inquiète. Son père a mieux accepté sa conversion. Quand le jeune homme a renoncé à « Martin » pour devenir « Mohammed », son initiation à l'intolérance a tenu en ce petit terme péjoratif d'une syllabe utilisé pour désigner les Arabes : « Tu es un beur », lui a lancé un enfant français.

Mohammed Colin avait 18 ans quand la controverse sur le voile a déferlé sur la France. Des musulmans radicaux tentaient d'étendre la guerre civile algérienne au territoire français. L'imam de la mosquée de la rue Myrha ayant eu l'audace de s'opposer à eux, des radicaux l'ont assassiné. Dans les jours qui ont suivi, ils ont déclenché une campagne d'attentats à la bombe dans le métro de Paris. « Nous avons l'impression d'être à part, se rappelle Mohammed. Pour moi, il est alors devenu extrêmement important de montrer qu'on pouvait être à la fois Français et musulman. »

Sans aucun financement gouvernemental, Mohammed fonde Jeunes Musulmans de France. Toujours actif, cet organisme de jeunes adultes musulmans appuie l'intégration et le dialogue dans les villes et les agglomérations du pays. En 2002, ayant terminé ses études, Mohammed devient le cofondateur de *SaphirNews*, le premier site Web consacré à la publication de nouvelles et reportages quotidiens sur l'islam et sur les musulmans de France et d'autres pays européens. En 2008, il crée un mensuel en français consacré à des thèmes touchant la communauté musulmane.

De l'été 2009 à l'automne 2011, les articles de *SaphirNews* portent essentiellement sur les solutions aux problèmes de racisme et de sectarisme, les réussites dans ce domaine et les luttes qui restent à mener.

- » Au terme de plusieurs années d'efforts en ce sens, le premier collège musulman (le premier cycle de l'instruction secondaire, pour les jeunes de 11 à 15 ans) s'ouvre à Toulouse, dans un bâtiment neuf comptant quatre salles de classe, un gymnase, un laboratoire informatique et une salle de prière – le tout sous la houlette d'un directeur âgé de 36 ans.
- » Une université parisienne propose le premier programme de maîtrise en études islamiques et arabes; les cours sont entièrement dispensés en ligne.
- » Un fabricant de produits alimentaires annonce le lancement de la première campagne publicitaire télévisée nationale française pour des viandes halal.
- » Kenza Drider, une femme de 32 ans d'origine marocaine vivant à Avignon, annonce son intention de se présenter aux élections présidentielles françaises de

2012. Scandalisée par la loi interdisant la dissimulation du visage, elle en appelle à l'abrogation de ce texte « au nom de la liberté, en particulier la liberté de conscience. » Kenza Drider réclame la comparution de la France devant la Cour européenne des droits de l'homme.

- » C'est au son de *La Marseillaise*, et sous l'Arc de Triomphe de Paris, que les Scouts Musulmans de France bouclent le « Tour de France » de leur Flamme de l'Espoir. Les Scouts et Mosaïc (un autre groupe de jeunes musulmans laïques) lancent ensuite un « livre blanc » visant à sensibiliser la jeunesse à la politique.
- » Une production française des *Monologues voilés* d'Adelheid Roosen, une pièce sur la vie et la sexualité de 12 femmes de différentes cultures musulmanes, prendra bientôt l'affiche à Paris.

De la grenade à main de la cité Félix-Pyat et des AK47 de Marseille, il n'est fait nulle mention.

L'essentiel consistait à transmettre un message constructif.

L'intégration des communautés musulmanes et des autres groupes minoritaires de l'Europe constitue une priorité pour les Fondations pour une société ouverte (*Open Society Foundations*). Notre programme Chez nous en Europe (*At Home in Europe*) analyse les pratiques et les politiques gouvernementales relatives à l'inclusion et défend l'adoption de réformes favorisant la diversité et l'égalité. Les rapports de recherche sur les musulmans vivant dans 11 villes européennes qui ont été élaborés par le Programme s'intéressent à la participation à la vie publique et civique, à l'éducation, à l'emploi, au logement, à la santé, aux médias et au système judiciaire criminel. En plus de favoriser l'inclusion des minorités, les Fondations soutiennent dans plus de 80 pays la défense des droits et la justice, l'accessibilité des soins de santé et de l'instruction, l'épanouissement de la jeunesse, la gouvernance et l'obligation faite aux gouvernants de rendre des comptes à leur population, ainsi que les médias et l'information. Notre objectif consiste à contribuer à l'élaboration de démocraties dynamiques et tolérantes dont les gouvernements sont tenus de rendre des comptes à leurs citoyens.

Chez nous en Europe/At Home in Europe Project
www.soros.org/initiatives/home

